



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement - Avenant à la convention 2020 avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, au regard des transferts de compétences prévus par la loi NOTRe, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève du territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Pour rappel le Fonds de Solidarité Logement s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- sur le versement directement aux particuliers d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- sur le financement d'actions collectives d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit pour l'accès à un logement ou le maintien dans celui qu'ils occupent en cas de difficultés. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Le budget 2020 du FSL métropolitain permet cette année d'apporter un concours financier à 19 associations et deux CCAS pour les actions d'insertion par le logement que ces organismes conduisent.

Parmi ceux-ci, l'association UDAF 34 a signé une convention avec la Métropole, dont les objectifs d'accompagnement sont atteints et même dépassés à ce jour. Avec les deux confinements et la baisse des ressources du public concerné, l'association a été sur-sollicitée pour mettre en œuvre les mesures d'accompagnement social lié au logement (ASLL) qui lui sont confiées dans un but de prévention des expulsions locatives. L'UDAF accompagne notamment les familles au tout début de la procédure d'expulsion et au tribunal lors des assignations afin de prévenir une détérioration des situations.

La présente délibération concerne l'approbation d'un avenant à la convention 2020 intervenue avec l'UDAF 34, pour un complément de subvention à hauteur de 20 068 €, à même de porter à 603 le nombre de mois d'accompagnement des ménages dans le cadre des mesures d'ASLL à réaliser par l'association en 2020, contre 487 initialement.

Cette augmentation de la subvention accordée à l'UDAF est financée par redéploiement de crédits du FSL3M non mobilisés cette année au titre des actions d'insertion par le logement du fait de la crise sanitaire, et n'aura pas d'incidence sur la participation de la Métropole au fonds.

Organisme	Nature de la prestation	Public concerné	Financement
UDAF	<p>Mettre en œuvre des Mesures d'accompagnement social lié au logement (prévention des expulsions, accédants /propriétaires) 301 mois + 36</p> <p>150 mois maintien</p> <p>Avenant : +116 mois prévention expulsion</p>	<p>Bénéficiaires du RSA et/ou de leurs ayants droit représentant plus de la moitié du public accueilli</p> <p>Pour l'ensemble des actions, une priorité sera donnée aux ménages avec enfants.</p> <p>Sur l'ensemble du territoire Métropolitain</p>	<p>Subvention initiale avant avenant : 79 415 €</p> <p>Complément de subvention prévu par avenant : 20 068 €</p> <p>Montant total : 99 483 €</p>

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution à l'UDAF 34 d'une subvention complémentaire d'un montant de 20 068 € du FSL3M pour la réalisation de mesures d'ASLL supplémentaires en 2020 ;
- d'approuver le projet d'avenant à la convention initiale afférent, qui précise notamment les conditions de versement de cette subvention complémentaire sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149061-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL3M - AVENANT 2020 - CONVENTION UDAF 34

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.